

## Service sanitaire: des étudiants "ambassadeurs" de la prévention

Paris, 26 févr. 2018 (AFP) -

Les futurs médecins, sages-femmes ou encore infirmiers au service de la prévention dans les écoles, les Ehpad ou les prisons: le gouvernement a précisé lundi les contours du "service sanitaire", promesse de campagne d'Emmanuel Macron, qui concernera 47.000 étudiants dès la rentrée 2018.

A Angers, les ministres de la Santé et de l'Enseignement supérieur, Agnès Buzyn et Frédérique Vidal, ont détaillé la réforme, "première en Europe", en s'appuyant sur les recommandations d'un rapport du professeur Loïc Vaillant.

Un jeune sur quatre fumant quotidiennement en 2017, une obésité qui touche 3,5 % des enfants, plus de quatre fois plus fréquente chez les enfants d'ouvriers que chez les enfants de cadres, 80% d'adultes sédentaires... "La fréquence des comportements à risque reste élevée en France", particulièrement "chez les jeunes et parmi les publics les plus fragiles socialement", relèvent les deux ministres.

Pilier de la stratégie nationale de santé, la prévention vise à lutter contre la morbidité évitable et des "coûts sociaux considérables": 20,4 milliards d'euros pour l'obésité, 15 milliards pour l'alcool et 26,6 milliards pour le tabac.

Tous les étudiants en médecine, maïeutique, pharmacie, soins dentaires et infirmiers, et kinésithérapie, soit 47.000 personnes par an, devront conduire, dès la rentrée, des missions de prévention "obligatoires" à l'obtention de leur diplôme, pour une durée de trois mois, continus ou non, et sans rallonger la durée de leur cursus.

Le dispositif doit être étendu en 2019 à l'ensemble des filières en santé (ergothérapie, orthophonie, etc), portant le total des troupes à 50.000 "ambassadeurs de santé" par an.

Animer des ateliers pour apprendre aux enfants les bienfaits d'une bonne alimentation et de l'activité physique, prévenir les addictions (alcool, tabac, etc) chez les ados ou encore parler sexualité et contraception dans les universités... Cinq thèmes "prioritaires" mais non "exclusifs" d'intervention ont pour l'heure été retenus, selon Mme Buzyn.

Dès le mois de mars, des expérimentations seront lancées dans des "territoires précurseurs": Angers, Clermont-Ferrand, Caen et Dunkerque.

A Angers, de futurs médecins sont ainsi déjà intervenus, en binôme avec des étudiants pharmaciens ou infirmiers, dans des collèges et lycées de zones sensibles, où le renoncement aux soins "plus important que la moyenne nationale" est "associé à de moins bons indicateurs de santé", selon le rapport du Pr Vaillant.

- 'Manque cruel de formation' -

Une expérience qui répond aux ambitions du service sanitaire, censé favoriser la collaboration entre professionnels tout en luttant contre les inégalités territoriales d'accès aux soins.

"L'idée, c'est que ces actions de prévention" jusqu'alors testées essentiellement dans le secondaire "puissent se dérouler au sein des Ephad, des associations, dans les entreprises, tous les types de milieux", a insisté Frédérique Vidal sur RTL.

Aucune rémunération n'est prévue, mais "les frais de déplacement seront pris en charge par l'État", promet le gouvernement, sans en préciser le coût, estimé de manière "fruste" à 6,75 millions d'euros par le Pr Vaillant.

Seul financement annoncé, une dotation de 400.000 euros pour un dispositif d'évaluation de l'impact de la mesure.

Contacté par l'AFP, le président de l'Anemf (étudiants en médecine), Yanis Merad, "salue un plan ambitieux" face au "manque cruel de formation à la prévention".

Attention toutefois à ne pas "bâcler" la réforme, une "opportunité pédagogique avant tout", prévient-il, "vigilant" quant au "calendrier" proposé et aux moyens alloués en termes d'encadrement.

Même "vigilance" chez les futures sages-femmes, dont les "maquettes sont déjà très denses", explique la présidente de l'Anesf, Laura Appert, redoutant que certains étudiants se retrouvent "lésés". Mais "si la réforme marche dans sa globalité, il s'agit d'une vraie refonte du système de santé", reconnaît-elle.



PAYS :France  
SURFACE :101 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 26 février 2018 - Edition Fil Gen

Le service sanitaire n'a pas vocation à "se substituer" aux actions et acteurs déjà impliqués dans le domaine de la prévention, assure Mme Buzyn, ni à "pallier" les difficultés rencontrées dans les déserts médicaux.

L'initiative pourrait s'avérer bienvenue dans les écoles, en pleine crise de la médecine scolaire... Saphia Guerreschi, du SNICS-FSU, regrette cependant que son syndicat, qui représente plus de 64% des infirmières scolaires et du supérieur, n'ait pas été "consulté".

ac/db/sd

Afp le 26 févr. 18 à 18 58.